




REVUE POLITIQUE

ET PARLEMENTAIRE



LE GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

Gérard Bélorgey

Dominique Belpomme

Dominique Bidou

Christine Boutin

Jean-Louis Chaussade

Pierre-Franck Chevet

Jean-Pierre Clamadieu

Marion Guillou

Jean-Paul Huchon

Nicolas Hulot

Anne-Marie Idrac

Maité Jauréguy Naudin

Emmanuel Lopez

Béatrice Marre

Michèle Pappalardo

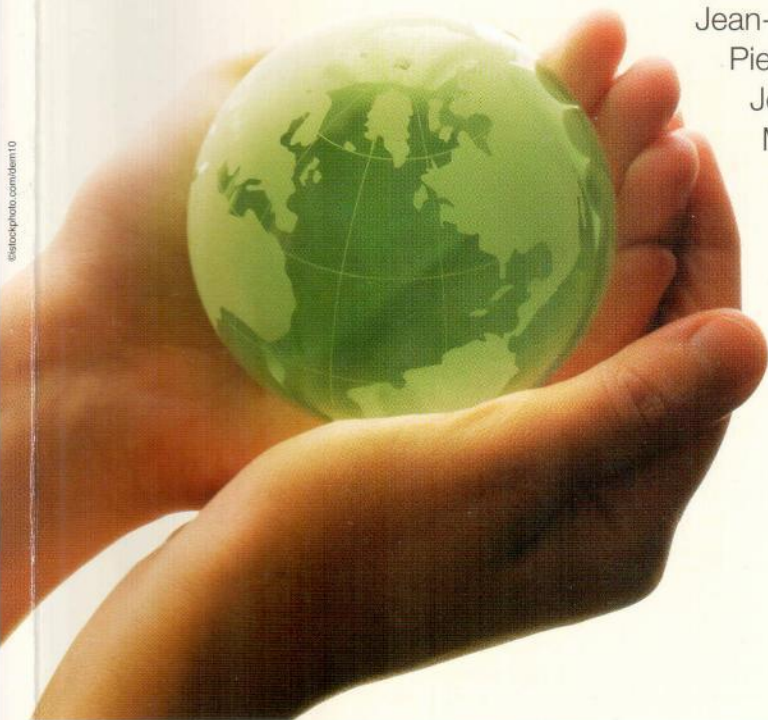
Jean-Marie Pelt

Florence Ricolleau

Alexandre Rojey

Katia Salamé-Hardy

Daniel Zimmer



Interview exclusive :

Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

NUMÉRO HORS SÉRIE - AVRIL 2008 - 24 €

ISSN 035-385X

ISBN 978-2-85702-162-9



Le développement durable : une logique de dépassement

Si l'effet de serre n'existait pas, il faudrait l'inventer. Nous le savons bien, sans pression, il n'y a pas de progrès, et la lutte contre le réchauffement climatique nous met tous, collectivement, sous pression. Nous avons un monde nouveau à imaginer, et c'est un beau projet. C'est plus enthousiasmant que de se glisser benoitement dans les pantoufles de nos prédécesseurs, même si le fond de décor est plutôt inquiétant. Nous n'avons pas droit à l'erreur, nous sommes condamnés à réussir.

Dominique BIDOU

*Président d'honneur de l'association HQE**

Nous consommons déjà près de 20 % de plus que ce que la planète produit chaque année, nous « pompons » sur le capital. Ce n'est pas de la bonne gestion, et nous réduisons ainsi la capacité productive de la planète alors que les besoins vont sensiblement augmenter, avec l'arrivée dans la société de consommation de milliards d'êtres humains, aspirant légitimement à la dignité. Si le niveau de vie de chaque terrien était équivalent à celui d'un Français moyen, il faudrait trois planètes pour faire face. Il faut donc trouver des réponses qui marchent, qui permettent de dégager des marges pour le développement des nouveaux arrivants. C'est un défi à relever. Tant mieux. Dans son rapport maintenant célèbre, l'économiste britannique Nicholas Stern nous décrit les enjeux pour le réchauffement climatique. Si l'on ne fait rien, la facture sera de l'ordre de 5 à 20 % du PIB mondial selon les hypothèses retenues, alors que l'action correctrice ne coûte que 1 %. Il ajoute, et c'est là ce qui doit nous encourager, que l'effort de recherche exigé dans ce deuxième cas de figure produirait ses effets bien au-delà de l'objectif recherché, et que ce pourcent à payer serait probablement largement compensé par les retombées qu'un tel programme provoque inmanquablement. Nous voilà rassurés. Au niveau macroéconomique, l'opération est rentable pour l'humanité.

► Une affaire rentable pour l'entreprise

Vite un flash pour l'économie d'entreprise, pour vérifier que cette rentabilité peut être valorisée au niveau des acteurs. Une belle perspective macroéconomique qui ne trouve pas son correspondant à l'échelle micro-économique a peu de chance de se réaliser. Le jeu des acteurs, leurs motivations, leurs organisations, sont déterminants. La rentabilité de la lutte contre l'effet de serre peut-elle être au rendez-vous pour un décideur particulier ? Le cas des Trois Suisses est instructif à cet égard. Les entreprises de vente par correspondance sont de grosses consommatrices de transports, notamment routiers, et contribuent en proportion au réchauffement climatique. Daniel Richard, qui dirigeait cette société il y a quelques années, se donna pour objectif de maîtriser ses émissions de gaz à effet de serre. Cette décision entraîna une révision en profondeur de l'organisation des approvisionnements et des livraisons, de la gestion des stocks, etc. Le renouvellement de la flotte de camions n'est qu'une petite partie des transformations que provoqua cette politique. Il faut y ajouter notamment une refonte des locaux de stockage et de préparation des

* La Haute Qualité Environnementale, www.db-dd.org

livraisons, des alliances avec d'autres vendeurs par correspondance pour améliorer le taux de remplissage des camions, bref un ensemble de choix techniques et organisationnels. Résultat ? Une économie de 15 % sur le budget transports. Depuis, le prix de l'énergie s'est envolé, et le bénéfice de l'opération comporte en outre une réduction de la dépendance à un facteur externe non maîtrisé.

Le développement durable ne se résume pas à la lutte contre le réchauffement climatique, mais ce dernier en représente un enjeu significatif. Pour un autre grand distributeur, Monoprix, le développement durable dans toutes ses dimensions a *contribué de façon décisive au redressement de l'entreprise*¹ : modes de transports alternatifs, conception de magasins à haute qualité environnementale, contribution à la revitalisation des centres ville, tri et collecte sélective des déchets, gammes de produits verts et équitables, accompagnement des sous-traitants dans la réduction des émissions, etc. Nous constatons que l'effort que cette politique provoque peut être rentable pour l'entreprise comme pour la collectivité. Ce n'est pas forcément le cas général, mais des perspectives sont ouvertes et il faut s'y inscrire et faire de la contrainte environnementale un levier pour renforcer l'ensemble de notre appareil productif. C'est l'injonction qui nous est donnée collectivement en France par le Grenelle de l'Environnement.

► Une exigence porteuse de progrès

Les nombreux programmes qui y ont été décidés inquiètent nos financiers. Combien de milliards d'euros va-t-il falloir pour faire tous les travaux, TGV, tramway, rénovation des bâtiments, lutte contre les points noirs du bruit, etc.

La question est classique, pour qui ne regarde que la dépense, et non les effets de la dépense, son utilité. Retournons la question : combien

coûte l'environnement quand on ne s'en occupe pas ? Il y a quelques années, des études sur le coût social du bruit, incluant notamment la dépréciation des biens, les retards scolaires dus à la mauvaise acoustique des écoles, et le prix de la gêne, donnait un chiffre équivalent à celui estimé pour les accidents de la route. Infiniment plus que les budgets consacrés à lutter contre cette nuisance. Combien coûterait le non traitement des déchets et des eaux usées, en termes de risques sanitaires, de dégradation des milieux de vie, de pertes concomitantes de fréquentation touristique, etc. Le maire d'une grande ville touristique, qui fut aussi ministre de l'environnement, disait que son secteur sauvegardé lui rapportait plus que sa zone industrielle.

Améliorer l'environnement, c'est créer de la valeur, et réduire des risques. Il est vrai que ces avantages sont parfois difficiles à apprécier, ce qui conduit à les négliger. Leurs bénéfices sont souvent diffus, et leur capitalisation, indirecte, ne suffit pas à déclencher la décision, surtout quand les budgets sont serrés. Le résultat est que l'on aggrave la situation. Il y a des économies qui coûtent très cher. Prenez les documents d'urbanisme, par exemple. Le Grenelle prévoit qu'ils seront assortis d'études d'impact pour maîtriser les effets des extensions urbaines, et c'est très bien. On oublie juste que la loi l'impose depuis trente ans. Ni l'État ni les communes n'ont voulu mettre les moyens nécessaires pour ces études d'environnement, ni d'ailleurs pour les autres études de diagnostic qui auraient été bien utiles pour réaliser de bons documents d'urbanisme. On a eu les POS « coupé - collé », répétant à l'infini les mêmes modèles, et il faut bien dire que les moyens mis en œuvre ne permettraient guère de faire beaucoup mieux.

(1) D'après Franck Aggeri, chercheur au Centre de gestion Scientifique de l'École des Mines de Paris, *La croissance par l'innovation environnementale, Revue des Ingénieurs*, Novembre/décembre 2007.

Résultat ? Des extensions qui coûtent très cher aux collectivités, des équipements mal valorisés, et du mal vivre, des quartiers où on s'ennuie, des quartiers mal desservis, sans services publics, etc. Tout cela coûte aujourd'hui très cher, aux collectivités ou aux habitants. L'exigence environnementale est à l'inverse porteuse de progrès techniques. On l'observe clairement dans le secteur du bâtiment, mis sous pression par la recherche d'économies d'énergie et la demande croissante de confort et de sécurité. Délaissé pendant des années, le bâtiment attire à nouveau des talents. Et il en faudra des talents et de l'ingéniosité pour construire 500 000 logements par an, qui ne consommeront que la moitié de ce que l'on fait de mieux aujourd'hui, tout en offrant un confort accru à leurs occupants, sans compter tous les équipements, écoles, commerces, bureaux, etc. qu'il faudra construire avec des exigences comparables.

Le prix élevé que l'énergie a atteint aujourd'hui conduit inévitablement à des progrès. Bien sûr, il y a des difficultés d'adaptation, et tout le monde n'est pas égal devant l'épreuve. Il y a une solidarité à organiser. Mais la conséquence la plus durable est que l'on se soucie enfin de son efficacité. Si l'énergie coûte deux fois plus cher, puis-je me débrouiller pour en consommer deux fois moins, en vivant aussi bien et même mieux si possible ? Tel est le défi à relever, et il y a gros à parier qu'il le sera et au-delà, si la dynamique des acteurs est enclenchée. C'est là la clé du succès.

Le bilan de dix années de *haute qualité environnementale* des bâtiments est encore modeste en nombre d'opérations, mais il est remarquable en terme de mobilisation des professionnels, concepteurs, entreprises, et maintenant gestionnaires. Il permet aujourd'hui de passer à la vitesse supérieure, et de devenir un des leviers de la croissance préconisé par la commission Attali². L'investissement *environnement* est un bon placement.

► Une spirale vertueuse

Une illustration parlante de la rentabilité de la démarche HQE nous est donnée par Bouygues Télécom, pour la construction de centres techniques. L'adoption d'une procédure exigeante a conduit la maîtrise d'ouvrage à reprendre à la base l'analyse du besoin, à recomposer précisément son programme. Sans réduire la surface dévolue à chaque poste de travail, l'étude ainsi menée sur les besoins a provoqué une réduction de 40 % de la surface totale, en proposant une meilleure utilisation des espaces collectifs, rangements, circulations, salles banalisées, etc. L'environnement n'a rien à voir avec cette analyse, mais il en a été le déclencheur. Sans cette puissante incitation, le modèle traditionnel aurait été reconduit. 40 % de gain sur la surface, c'est un gisement d'économies qui permet d'être ambitieux sur les performances du bâtiment. La spirale vertueuse est engagée : l'environnement a déclenché une économie dont il bénéficie, et provoque en retour des économies de fonctionnement.

La haute qualité environnementale, appliquée aux bâtiments, la HQE, donne un bon aperçu de l'intérêt de l'exigence environnementale sur les performances d'ensemble. Il ne s'agit pas de prêt-à-porter, d'une définition toute faite de niveaux de performance à atteindre, mais d'une méthode proposée aux acteurs pour définir ensemble des objectifs précis. On remplit ainsi la première condition d'une ambition non velléitaire. Un langage commun pour caractériser des domaines d'excellence, des principes pour l'évaluation des résultats, *non pas dans une politique de sanction, mais dans une stratégie d'amélioration continue.*

(2) Commission pour la libération de la croissance française, *Premières propositions sur le pouvoir d'achat, Mettre la politique du territoire et du logement au service de la croissance, communication du 12 octobre 2007.*

Ce cadre consensuel présente un avantage déterminant : il permet de capitaliser des expériences, d'engranger des savoir-faire, et d'en faire bénéficier tous les acteurs. La recherche de la qualité peut être personnelle et solitaire, mais la contagion si nécessaire dans ce domaine ne pourra se développer. L'ambition est fille de cette capacité de travailler ensemble, elle est rendue possible par la qualité de la relation entre les acteurs. Rigueur et créativité, que l'on oppose parfois à tort, ne peuvent que se renforcer mutuellement, tout comme le talent des individus ne peut que gagner à se confronter à d'autres talents, d'autres manières de voir les choses. Une méthode rigoureuse, donc, appliquée à la recherche d'objectifs sur lesquels on se met d'accord. Ceux-ci concernent bien sûr les futurs usagers, qualité oblige, leur santé, leur confort, leur porte-monnaie, ils concernent les riverains, les personnels des chantiers, ils concernent aussi la planète. Effet de serre, régime des eaux, biodiversité sont au menu. À chacun d'appliquer la recette avec son talent, de l'adapter aux circonstances, aux moyens dont il dispose, aux conditions d'utilisation qu'il peut prévoir.

► La fin du « Croissez et multipliez »

L'ordre divin donné à l'humanité dans la Genèse a été entendu. Il y a bien encore à la surface de la planète quelques gouffres inexplorés, des abîmes encore vierges, mais pour l'essentiel la colonisation de la Terre par l'espèce humaine est terminée. C'est la première fois que ce phénomène se produit à cette échelle, mais il a déjà eu lieu pour des sociétés confinées d'une manière ou d'une autre, comme Jared Diamond l'a décrit dans son ouvrage *Effondrement*³. Certains rêvent bien sûr de prendre encore le large, et d'embarquer vers d'autres planètes comme les Polynésiens en surnombre sur leur île partaient à la recherche d'autres terres. C'est un pari risqué, et il doit bien y avoir d'autres manières de relever le défi

qui est ainsi proposé à l'humanité. C'est surtout une illustration criante de l'écueil signalé par Keynes : *La difficulté n'est pas de comprendre des idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes*. Il va bien falloir changer de manière de penser, et c'est sans doute ça que l'on appelle le développement durable.

Rappelons la définition que donne le rapport Brundtland⁴ du développement durable : *Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs*. Il faut y ajouter la suite, souvent oubliée, et qui ouvre des perspectives sur la mise en pratique du développement durable. Deux concepts sont inhérents à cette notion : *le concept de besoin, et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir*.

Le concept de limites est inclus dans celui du développement durable, mais on notera qu'il n'est pas interdit de pousser les murs, c'est-à-dire de trouver des techniques et des organisations sociales qui permettent de repousser lesdites limites. Il se trouve aujourd'hui qu'on aurait plutôt mis la charrue avant les bœufs. Les besoins ont bougé plus vite que les limites. Selon les calculs de *l'empreinte écologique*⁵ de l'humanité, nous consommons plus que ce que la planète peut fournir, et l'arrivée de nations émergentes à la table

(3) Jared Diamond, *Effondrement, Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard 2006 pour l'édition française.

(4) Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Éditions du fleuve, 1987.

(5) *L'empreinte écologique est un indicateur synthétique de la mobilisation par l'Homme des capacités productives de la planète*.

des grands, comme la Chine et l'Inde, ne va pas améliorer la situation. Puisque le flux annuel de richesses ne suffit pas à satisfaire nos besoins, c'est bien sûr le stock que nous prélevons hardiment depuis quelques années, détruisant ainsi du capital pour nos descendants. Ce n'est pas durable. Il faut donc ajuster les limites du possible avec nos consommations. On peut certainement réduire ou transformer certains besoins, de manière à réduire leur *empreinte*, mais dans la perspective de neuf milliards d'êtres humains vivant dignement, il y a peu de chance que les consommations diminuent à la surface de la planète. Il faut trouver des solutions pour accroître le potentiel productif de la planète, et pour commencer, ne pas continuer à en détruire. Il y a un rattrapage urgent à faire en termes de capacité durable de production de la Terre : un beau défi à relever pour nos économies.

► De l'expansion à l'intensification

Le développement d'hier s'est fait résolument, et le phénomène s'est accentué avec la révolution industrielle, par expansion du système. La dégradation du milieu et de la ressource conduisait à aller plus loin, sans vergogne, puisque le monde était infini. Il y avait bien eu, depuis l'antiquité la plus reculée, des désastres écologiques, mais ils étaient dus essentiellement à l'ignorance, par exemple des mécanismes de salinisation des sols, et non à une politique d'exploitation « minière », qui relève de la politique de la terre brûlée. L'expansion a pris la place de l'intensification. Au lieu de mieux travailler la terre, d'utiliser toute la matière disponible - dans le cochon tout est bon -, la politique de l'écroulement a pris le dessus. On prend ce qui est facile à prélever, et on rejette le reste, sachant que quand la ressource sera épuisée, il suffira d'aller plus loin pour en trouver d'autres. L'eau du puits est polluée ? Il n'y a qu'à en creuser un autre, plus profond. Le poisson de surface est moins abondant ? Allons pêcher ceux des profondeurs.

Ce développement, fondé sur l'expansion, la colonisation de nouveaux espaces, l'appropriation de nouvelles ressources, a permis d'énormes progrès, mais il conduit à une concurrence sur les réserves à conquérir. L'image des pionniers américains dans leurs chariots, prêts à bondir pour marquer leur territoire sur de nouveaux territoires offerts à la colonisation, vient à l'esprit, et c'est bien une compétition entre les hommes ou leurs communautés qui est ouverte. Au fur et à mesure que les ressources disponibles se réduisent, la compétition devient de plus en plus âpre, comme le décrit notamment le récent rapport du German Advisory Council on Global change *Climate Change as a Security Risk*, publié au moment précis où Al Gore et le GIEC reçoivent le prix Nobel de la Paix.

La nouvelle croissance que l'on peut souhaiter, nécessaire pour faire face aux besoins des neuf milliards d'êtres humains que nous serons en 2050, doit changer de nature : c'est l'intensification qui en sera le ressort, c'est-à-dire la meilleure valorisation du patrimoine et des ressources, préservant ainsi les réserves pour des besoins futurs, sans priver pour autant nos contemporains de la qualité de vie à laquelle ils aspirent légitimement.

Ne nous trompons pas sur le sens de l'intensification. Il ne s'agit pas d'accroître des rendements coûte que coûte, en forçant la nature, en allant chercher la moindre particule utile quitte à détruire tout ce qui l'entoure. C'est l'intensité en service rendu qui doit nous guider, le maximum de service pour le minimum de ressource⁶. Intensification, donc, au lieu

(6) Notons que l'expression *intensité énergétique*, parfois employée, peut apporter quelque confusion dans la forme. L'objectif affiché est de réduire l'intensité énergétique, c'est à dire de réduire la quantité d'énergie incorporée pour vous rendre un service donné, par exemple vous loger avec tout le confort désirable. Ce n'est que la présentation symétrique de l'objectif d'intensification, où il est proposé d'accroître l'intensité de service rendu avec une quantité donnée d'énergie.

d'expansion. Voilà une orientation claire pour une politique de développement durable. Nous traduisons ainsi en politique la constatation si bien résumée par Bertrand de Jouvenel dès 1968 : *Nous n'habitons plus la même planète que nos aïeux : la leur était immense, la nôtre est petite.*

Le développement durable nous oriente vers des formes nouvelles d'économie. L'énergie pas chère, c'est terminé, les exigences de consommation de nombreuses populations augmentent inéluctablement, et des biens vitaux, autrefois gratuits, entrent dans la sphère marchande. Tout cela crée une nouvelle donne pour les sociétés modernes, et pour l'économie, en tant que cadre pour la production et les échanges entre les hommes. Il n'y a pas besoin d'être économiste pour s'en rendre compte, non plus que pour savoir que les instruments de nos économies « modernes » ont pour la plupart été mis en place pour la reconstruction, en 1945. Le contexte est radicalement différent. La recherche de nouveaux instruments est déjà bien engagée, comme les quotas de toutes natures, les permis d'émission négociables et les certificats d'économies d'énergie. Ces moteurs de l'innovation sont encore en rodage. Ils devront être améliorés, complétés, mis au point, mais ils amorcent une ère nouvelle. Esquissons cinq pistes de réflexion pour illustrer cette marche vers l'économie du 21^e siècle.

► L'usage au cœur de l'économie

Le sapeur Camembert, et ses trous sans cesse creusés pour en reboucher d'autres, reste incontestablement un modèle. Nos sociétés sont obsédées par l'action, par l'équipement. Un immeuble de bureau non climatisé du fait de sa bonne conception architecturale et de ses matériaux est bien plus intelligent que son homologue de conception classique et climatisé : il rend un service continu, sans brutalités pour les organismes, il évite les

températures extrêmes, il est économe en énergie, et il n'y a pas ce problème crucial de l'entretien des circuits d'air et des filtres. Bon pour le confort, bon pour le porte-monnaie, bon pour la santé. Mais pas climatisé ! Pour qui nous prend-on ? Ce n'est pas moderne, nous méritons mieux ! Le non équipement est toujours un peu dur à faire accepter, car il ne se voit pas, tout comme la meilleure énergie est celle que nous ne consommons pas. Il faut probablement « mettre en scène » ces solutions dont la modestie et la sobriété deviennent ainsi des handicaps.

La recherche de la qualité d'usage, celle du service rendu, permet d'orienter les efforts et la recherche. L'objectif recherché est bien de continuer à bien vivre, et même de vivre mieux, en consommant de moins en moins de ressources, et, pour celles que nous consommons, de le faire dans les meilleures conditions d'équité sociale. C'est une performance à laquelle le développement durable nous invite, souvent symbolisée par le facteur 4. Il s'agit d'être très vite quatre fois plus efficace avec les mêmes prélèvements. Deux fois tout d'abord pour préserver les besoins de croissance des pays développés, et encore deux fois pour libérer un potentiel de prélèvement pour les pays en développement. L'efficacité se mesure par un ratio, mettant en relation le service rendu et la consommation de ressources. La manière d'évaluer la bonne santé économique d'une nation ne peut se résumer au PIB, elle doit intégrer le bon rendement des ressources. La lutte contre le gaspillage améliore ce rendement, mais a le malheur de ne pas contribuer directement au PIB. La ville de Lorient est célèbre pour sa politique active d'économies d'eau. Le facteur 4 y a été atteint. Ce n'est pas par vertu, mais parce que la ressource devenait rare, et qu'il est devenu plus rentable de maîtriser les consommations. Le Plan Bleu pour la Méditerranée nous indique également que la mobilisation de la ressource en eau est quatre fois moins chère par la lutte

contre les fuites et les mauvais usages de l'eau que par la construction de nouveaux ouvrages de collecte et de stockage. Le progrès n'est plus dans les systèmes expansifs, *toujours plus, toujours plus loin*, mais dans la recherche d'une meilleure adéquation aux besoins, par un travail fin d'analyse de la demande.

Vous connaissez tous la fameuse déclaration de Georges Pompidou, selon laquelle il faut adapter la ville à l'automobile. À cette époque, notre économie dépendait fortement du secteur de l'automobile, et il était bon de lui assurer un débouché aussi étendu que possible. Le service a donc été asservi à l'offre. La manière de répondre au besoin de mobilité a été retenue en priorité pour favoriser une forme de croissance économique. Un demi-siècle plus tard, le coût social, la dépendance qui en résulte pour nos approvisionnements, la pollution et les accidents de la circulation amènent à remettre en question la politique retenue, et à créer une nouvelle offre de moyens de transports. Une offre diversifiée, qui répond mieux au besoin, aux contraintes économiques et environnementales.

Pareil pour l'énergie. Avant de chercher la meilleure, que ce soit dans des techniques rustiques ou sophistiquées, revenons à l'évidence, plus souvent évoquée qu'appliquée : la meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas. Vivre bien sans voiture est mieux que d'avoir besoin d'une voiture pour vivre bien, une maison très bien isolée vaut mieux qu'une batterie de capteurs solaires sur une passoire à calories. Et c'est moins cher. Faut-il encore que nos villes et nos maisons offrent réellement la possibilité de choisir la formule économique, que leur conception ne nous oblige pas à payer toujours plus cher un service finalement mal adapté à nos besoins. Le pouvoir d'achat et le *Grenelle de l'Environnement* ne sont pas destinés à s'opposer, leur alliance peut au contraire ouvrir des voies originales de progrès. Il

faut juste pour cela rééquilibrer le dialogue entre l'offre et la demande, ce qui est par essence la fonction d'un système économique qui marche bien.

La question du réchauffement climatique nous conduit à engager de toute urgence ce rééquilibrage, et de nombreux domaines seront touchés, de l'alimentation au logement, du transport à la santé. Un exercice somme toute salubre, mais non exempt de dangers. L'envie de booster des solutions vertueuses peut accentuer le décalage entre le besoin et l'offre, laquelle est souvent marquée par une forte inertie. La compétence, le savoir-faire, ne se créent pas en un tournemain, et des aides trop généreusement attribuées pour des solutions sans offre à la hauteur conduisent à des errements bien connus. Une réponse bâclée, ne satisfaisant les exigences que dans la forme, et en définitive une déception générale accompagnée d'une baisse de la confiance, d'un découragement ; une hausse immodérée des prix, l'offre ne pouvant satisfaire la demande, ce qui entretient l'idée que l'environnement, c'est pour les riches. Le pire arrive parfois, avec une combinaison des deux effets, mauvais travail et très cher à la fois.

Les politiques de remise à niveau sont donc prises entre le feu de l'urgence d'un côté, et celui de la capacité de l'offre à évoluer rapidement. L'action sur l'offre est donc au cœur de ces politiques. Nous ne parviendrons pas au facteur 4, c'est-à-dire à diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre, sans une action puissante pour faire émerger une offre à la hauteur des enjeux. La synthèse Grenelle-Attali-pouvoir d'achat n'est pas une illusion, elle est la solution. Une solution exigeante, qui bouleverse des idées reçues, qui bouscule l'ordre établi et les relations traditionnelles entre les acteurs de la vie sociale, politique, économique.

Nous voilà donc revenus à la qualité de l'offre, établie en relation étroite avec les utilisateurs, remettant l'usage au cœur des politiques à toutes les échelles. La qualité ne se définit pas que du côté de l'offre, elle est le fruit d'un dialogue entre parties prenantes, y compris des acteurs périphériques, ni producteurs ni consommateurs, mais qui souffrent ou profitent de retombées, d'effets collatéraux. Gardons-nous des solutions toutes faites, des vérités qui s'apparentent à la pensée unique. Un mode renouvelé et enrichi de création d'une offre ambitieuse doit être la marque du développement durable. Une offre construite collectivement et qui ne manquera pas de nous surprendre par sa modernité et son efficacité.

► Exploiter la complexité

Le développement durable, c'est intégrer la complexité et les incertitudes, se doter des outils techniques, économiques, politiques, pour assurer cette prise en charge du « système Terre ». L'environnement nous y a bien habitués.

L'écologie est la science des écosystèmes. Elle nous apprend à comprendre comment tous les éléments se combinent, se renforcent mutuellement ou se neutralisent. Elle nous invite à sortir des approches linéaires ou sectorisées, transcendant ainsi l'esprit cartésien, en vue de nouveaux stades de progrès.

Approche systémique, l'environnement nous permet de revisiter toutes les politiques publiques, les modes de production et de répartition des richesses, les composantes de ce que l'on appelle parfois « la qualité de la vie ». Cette démarche offre à tous ceux qui y sont prêts une opportunité de modernisation de la société, pour peu que l'on sache dépasser une vision étroite et

conservatrice de l'« environnement », que l'on a tôt fait de présenter campé sur des positions exclusives et rigides de protection, au mépris de toute considération des dynamiques qui traversent nos sociétés.

Ces dynamiques sont foisonnantes et porteuses de contradictions, l'archétype le plus célèbre en étant « la ville à la campagne », sans parler du bâtiment élevé en zone « inconstructible » permettant ainsi de disposer d'une « vue imprenable ». L'environnement est au cœur de ces contradictions et nous apprend à les surmonter, à en « sortir par le haut », préparant ainsi une approche plus complète de la vie et des affaires publiques qui pourrait être le « développement durable ».

L'environnement, c'est à la fois de la technique et de la culture. Ces deux dimensions sont inséparables. Une politique de gestion des déchets, par exemple, politique assimilée pendant longtemps à l'enlèvement des ordures ménagères et confiée à ce titre à des entreprises de transports, est aujourd'hui affaire de comportement comme de technique. La collecte sélective, première étape du recyclage et de la valorisation des déchets, nécessite la compréhension et l'adhésion des habitants tout autant que des filières techniques sophistiquées. Il faut y ajouter en amont les habitudes d'achat des consommateurs, le conditionnement des commerciaux, et en aval les débouchés pour les produits recyclés. Dans un autre domaine, les économies d'énergie, si nécessaires pour lutter contre l'effet de serre, font appel à la fois à des techniques fines d'injection dans les moteurs et au comportement du conducteur, à des systèmes de régulation de chauffage et d'éclairage comme au souci de bon entretien des habitations. Toute approche strictement technicienne, comme toute approche strictement comportementale est vouée à l'échec.

En définitive, l'environnement apparaît bien comme un système. Point de salut hors de cette vision qui impose un mode de pensée ouvert et pragmatique. Ce sont des combinaisons d'objectifs qu'il faut prendre en charge, avec leurs doses de contradictions. Les politiques d'environnement interfèrent entre elles en permanence, ainsi qu'avec d'autres politiques, en un vaste système qu'il convient de gérer en tant que tel.

Deux citations décrivent mieux que je ne pourrais le faire ces interactions :

« Le concept d'environnement ne peut se laisser enfermer dans une liste hétéroclite d'objets naturels, même remarquable : forêts ou « zones humides », mètres cubes d'eau, nombre d'espèces, kilomètres de rivières... Il renvoie à de multiples autres dimensions : d'abord disponibilité de certaines ressources, mais aussi qualité de vie quotidienne, identité culturelle de certains lieux et, finalement, fonctionnement de la plupart des systèmes, indissociablement naturels et artificiels, qui assurent notre existence – systèmes urbains, agricoles, productifs... Ces systèmes ont aussi une base physique et leur fonctionnement dépend des régulations qui se font ou ne se font pas à l'échelle de la biosphère »⁷.

« Pour résoudre les problèmes liés à l'environnement urbain, il faut aller au-delà d'une approche sectorielle. Même s'il est utile, voire indispensable, de fixer des objectifs de qualité pour l'air, pour l'eau, des niveaux maxima pour le bruit, etc. dans des directives ou des recommandations, il est essentiel de mieux comprendre l'origine des problèmes environnementaux qui menacent nos villes afin de trouver des solutions durables. Cela signifie qu'il faut non seulement examiner les causes immédiates de la dégradation de l'environnement, mais également les options sociales et économiques qui sont à la base de ces problèmes. »⁸

L'environnement apparaît ainsi, par la démarche systémique qu'il suscite, une excellente entrée en matière pour le développement durable, comme l'histoire l'a montré. Mais gageons que des visions économiques intégrant le long terme et la pérennité des ressources seraient parvenues aux mêmes conclusions, de même que des approches sociales prenant en compte la qualité de la vie quotidienne, la solidarité Nord-Sud et celle avec les générations futures. Peu importe la porte d'entrée dans le système, pourvu que l'on apprécie la richesse dudit système, et que l'on sache en tirer profit. Cette approche système conduit à ne pas se satisfaire de contradictions apparentes, mais à rechercher la résolution d'équations multiples aux nombreuses dimensions enchevêtrées. Tout le contraire des solutions simplistes, des choix brutaux, mais une volonté de dépassement, pour sortir des contradictions par le haut.

► La bonne performance

Le facteur 4, la recherche de la satisfaction de nos besoins au moindre coût social et environnemental, relève de la performance. Attention toutefois à ne pas se tromper de futur, à ne pas se laisser séduire par une technique triomphante mais sans avenir. La vitesse est à ce titre un excellent révélateur. Prenons le Concorde, souvent cité en exemple de l'efficacité de la technique française. Le

(7) René Passet et Jacques Theys, dans *Héritiers du futur*, dirigé par René Passet et Jacques Theys, DATAR Editions de l'Aube, 1995.

(8) Commission des communautés européennes, *Livre vert sur l'environnement urbain*, communication de la commission au conseil et au parlement, Bruxelles, 27 juin 1990.

développement du transport aérien est tenu par des « facteurs limitants », et c'est bien sûr par rapport à eux qu'il convient d'être très performant. Ce sont les ressources rares qui doivent être ménagées, et utilisées avec le maximum d'efficacité. Pour le transport aérien, trois paramètres sensibles peuvent être identifiés. Tout d'abord le bruit, qui soulève à juste titre la colère des riverains, laquelle peut bloquer le développement du trafic, comme on l'a vu avec l'échec de l'installation de DHL à Strasbourg. Ensuite la facture énergétique. La consommation par passager kilomètre ou tonne kilomètre est un ratio défavorable à l'avion, et dans le contexte actuel de montée des prix, avec la perspective d'une raréfaction de la ressource et de la lutte contre l'effet de serre, il y a là à l'évidence des performances à améliorer. Enfin, pour les grandes villes, la question de l'encombrement de l'espace aérien devient préoccupante, et pousse à favoriser les gros porteurs, car sur ce point c'est le nombre de mouvements d'avion qui compte et non pas celui des passagers. Sur ces trois points, le Concorde a une mauvaise note. Avion très bruyant, consommant nettement plus que les autres, et de surcroît petit ! Imaginez la surface qui aurait été rendue invivable autour de Paris si à chaque départ d'un gros porteur moderne il fallait substituer trois mouvements de Concorde ! La vitesse est un facteur important, mais ne concerne en réalité que peu de monde. Il n'est pas « durable » de rechercher une performance sur la vitesse au détriment des vrais « facteurs limitant » du transport aérien.

La vitesse privilégie une variable : le temps. C'est par rapport au temps que l'on évalue l'efficacité d'un parcours entre deux villes. Le temps est bien sûr une variable très importante, mais ce n'est pas la seule. Il y a

l'énergie dépensée pour un kilomètre parcouru par une personne ou une tonne de marchandise, la qualité de vie des usagers, pendant leur voyage, et celle des personnels, et celle des riverains de la ligne, avec le paysage qu'elle a transformé, le bruit qu'elle provoque, la richesse biologique et le régime des eaux, et les paramètres habituels de régularité, de capacité, de sécurité. Tous ces paramètres sont intégrés dans l'étude des projets, mais comment les hiérarchise-t-on ? Paradoxalement, l'introduction du mot « durable », donc la référence explicite au temps, nous conduit à prendre du recul par rapport au temps, à ne pas lui donner systématiquement la première place. Vouloir raccourcir le plus possible une durée n'est-il pas l'acceptation implicite que ce temps est sans intérêt ? À l'inverse, donner à chaque instant de la vie, fut-ce de transport quotidien, le maximum de qualité, ne nous conduirait-il pas vers d'autres choix ? Sans doute que le progrès technologique nous permet de chercher l'efficacité à tous les points de vue à la fois, et tant mieux si on peut gagner à la fois sur la vitesse et la qualité de vie.

Aujourd'hui, la question de l'énergie est sensible, et le restera encore pendant quelques dizaines d'années, selon toute probabilité. Les transports en consomment beaucoup, n'arrêtent pas d'en consommer plus, et contribuent de plus en plus à l'effet de serre. Le défi est donc d'allier vitesse, qualité de vie, et économies d'énergies. Une variable de plus à intégrer, avec un objectif fort : la réduction de « l'intensité énergétique » des transports, la quantité d'énergie nécessaire pour assurer un déplacement donné.

La question va bien au delà des transports. Pour les marchandises, par exemple, ce n'est pas la quantité d'énergie dépensée dans leur transport qui compte, mais celle

incorporée dans le produit livré au consommateur, et utilisé par lui. C'est un bilan global. Le transport de la betterave jusqu'au marché n'est qu'un élément du bilan. Il faut ajouter l'énergie consommée pour la produire, l'arracher, la conditionner, et celle que le consommateur dépense pour aller la chercher avec sa voiture, et la cuisiner, sans oublier celle qui sera nécessaire pour brûler les épiluchures, si celles-ci ne sont pas compostées. Pour un appareil ménager, ou une voiture, il faut ajouter la consommation d'énergie liée à leur usage. Le transport apporte une contribution forte à ce bilan, mais ce n'est qu'une contribution. C'est comme pour une maison. Les matériaux pèsent dans le bilan énergétique, mais c'est l'efficacité de l'ensemble qui doit être pris en compte, le bilan réel se fait sur la maison et la qualité du service qu'elle rend avec ses consommations et rejets quotidiens, par sur ses composants.

Revenons aux transports. L'équation énergétique comporte de nombreux paramètres : la localisation des activités, de l'habitat, des lieux de production et de consommation, le poids des marchandises et leur conditionnement, leur degré de fragilité et les conditions de leur préservation, les délais de livraison affichés, etc.

Les facteurs d'amélioration sont donc multiples, à l'image des paramètres à intégrer. Le volet strictement transport se révélant globalement peu onéreux et très réactif, la tentation est forte de l'utiliser comme variable d'ajustement. Si le recours aux transports était plus compliqué ou plus pénalisant pour les acteurs, à un titre ou à un autre, nul doute que l'effort se porterait aussi sur les autres paramètres évoqués ci-dessus. La performance du secteur des transports a entraîné sa banalisation, et une baisse du niveau d'imagination et de créativité dans la recherche de solu-

tions alternatives. La performance attendue des transports reste essentiellement la vitesse, qui a été la manifestation du progrès de ce secteur. C'est bien, ça réduit la pression sur l'organisation des chaînes de production et de distribution, puisque l'on peut se décider au dernier moment. Au lieu d'être un plus, la vitesse est devenue une facilité, qui permet d'alléger les contraintes de la prévision et de l'organisation. *Je crois que la plus grande faiblesse de la vie moderne, c'est d'amener une atrophie de nos facultés* disait René Dubos. C'est bien le paradoxe de la performance, elle peut faire croire que les problèmes sont résolus et qu'on a plus besoin d'être intelligent.

► Une culture du risque

Le concept de risque est inséparable de celui de développement durable, et le rappel du « principe de précaution » suffirait à l'illustrer s'il en était besoin. Le principal danger qui nous guette est l'immobilisme. Ne rien faire comporte un risque, car le monde bouge. Notre population augmente, nos modes de vie évoluent, et avec eux les besoins, les consommations en tous genres, matérielles ou intellectuelles. Dans un tel contexte, de société en perpétuel mouvement, ne rien changer, le « fil de l'eau », constitue un véritable risque. La somme de petits problèmes non résolus qui s'ajoutent jour après jour, la « divergence » de plus en plus forte entre des moyens disponibles et besoins à satisfaire, entre une vision idéalisée du passé et les réalités du présent, autant de facteurs de risques qui s'accumulent lentement et se conjuguent, et qui se manifeste brutalement par des explosions sociales, des crises économiques ou des catastrophes écologiques. Le mouvement est nécessaire, avec sa part de risque, et il convient de permettre aux acteurs les plus dynamiques

d'innover, voire de changer les règles du jeu, en assumant collectivement le risque lié à l'innovation.

Le développement a besoin d'une culture de l'innovation, et donc de risque. Une société qui ne prend pas de risque est une société qui n'innove plus, une société bien malade, sans perspective d'avenir. Il faut donc organiser la prise de risque, et c'est dans ce cadre que le principe de précaution prend tout son sens. Un principe non pas de retrait et de crainte de l'inconnu, mais d'action, de conduite à tenir pour avancer en terrain difficile et mal connu. Quelle attitude devant un risque, potentiellement grave et irréversible, et sur lequel subsistent encore des doutes quant à sa réalité ? Le principe de précaution nous éclaire sur le choix des risques que la société peut admettre, et sur la conduite à tenir vis-à-vis des risques qu'elle doit rejeter : gel des décisions et activation des travaux scientifiques pour sortir du doute. Isolé de son contexte de soutien à l'innovation, le principe de précaution peut apparaître comme contraire à toute exploration du futur, alors qu'il en est un des instruments privilégiés.

C'est le volet *offensif* du développement durable. Il y a aussi le volet *défensif*.

Il s'agit d'assurer les fondements de la société et de son modèle de développement. Une assise solide, qui ne se fissure pas à la première secousse, c'est le socle sur lequel un projet peut prendre son ampleur. Contrairement à la partie précédente, où la culture de la prise de risque devait être encouragée, il s'agit ici de lutter contre toutes les formes de risques, et de traiter ceux que l'on a identifiés et qu'on n'a pas pu éviter. Il s'agit en particulier des situations existantes, dont on hérite et sur

lesquelles seules des mesures correctives sont possibles.

Le risque est souvent associé à l'angoisse, qui est l'enfant de la non maîtrise du risque. L'amalgame est fréquent, entre les différents types de risque, certains n'étant que la traduction d'un dynamisme, et d'autres d'une coupable inconscience. Deux visions, l'une valorisante du risque, lequel doit être pris pour progresser, à condition de le faire avec « précaution », et l'autre de la lutte pied à pied contre des événements redoutés, qui empêchent de fonder sereinement toute forme de développement. Le même mot recouvre des réalités bien contrastées. Le mélange des deux approches perturbe le raisonnement, et il convient de faire la part des choses. Pas de développement durable sans culture du risque.

► Faire travailler la nature

Les services gratuits sont agaçants, car contraires à la vieille idée qu'il faut travailler pour produire, alors qu'il suffit d'observer et de faire preuve d'intelligence, en exploitant les phénomènes très puissants qui se déroulent sous nos yeux. L'apport gratuit de la nature, sous toutes ses formes, multiplie l'efficacité du travail humain. C'est faire aussi preuve de modestie, alors que l'Homme veut souvent manifester sa puissance. Pour ce faire, il ne va plus composer avec la nature, mais lui imposer sa loi. Mauvais calcul, qui l'envoie tout droit dans la malédiction du travail. Travailler avec la nature, comprendre son fonctionnement pour en tirer les fruits avec le minimum d'effort, c'est sans doute la seule manière de nourrir et de faire vivre convenablement les neuf milliards d'êtres humains qui peupleront durablement notre planète. Et pour com-

mencer, l'important est de prendre conscience de cet apport formidable de la nature, de sa générosité, pour la cultiver, la laisser s'exprimer, la favoriser et la respecter pour notre plus grand profit.

Il est vrai que la nature a son rythme, ses irrégularités, et que l'impatience est une caractéristique bien répandue au sein de l'espèce humaine. Une armoire à sécher, c'est quand même plus sûr et plus rapide que de laisser sécher le linge sur un fil ! Le soleil et le vent sont parfois capricieux, et on est tenté de se passer de leurs services, mais que de ressources sont ainsi négligées !

Le cas des zones humides est particulièrement significatifs des apports de la nature : *bien que les champs cultivés représentent une surface près de cinq fois supérieure à celle des zones humides, ces dernières « rapportent » 40 fois plus à l'humanité en fonction des multiples services qu'elles rendent*, nous dit le président de l'Institut français de la biodiversité, Jean-Claude Lefeuvre⁹. Les raisons en sont multiples : *une valeur socio-économique a rapidement été associée aux différentes fonctions attribuées aux zones humides. Ces évaluations distinguent souvent « produits finis » (ressources d'origine animale ou végétale) et « services rendus » gratuitement. Parmi ceux-ci, a largement été mise en avant ces dernières années leur capacité à éliminer une partie de l'azote (notamment nitrate) provenant des bassins versants [...]. Par ailleurs, l'analyse de leur rôle dans le contrôle des crues a montré qu'ils rendaient « gratuitement » plus de services que de nombreux barrages écrêteurs de crues construits à grands frais. On a également pu évaluer le rôle que jouent les zones humides dans la stabilisation des rivages, la protection de certains ouvrages comme les digues à la mer... Quant*

aux produits finis, ils vont de la coupe du roseau – encore exploité par des structures agricoles en Camargue ou en baie de Seine – aux productions de poissons des rivières et des fleuves, ce qui représente parfois la source essentielle de protéines pour différents pays en voie de développement. Pour prendre quelques exemples en France, on a estimé, en 1998, que le secteur de La Bassée (Seine-et-Marne) joue un rôle de protection contre les inondations équivalant à un investissement de 2 milliards de francs (hors entretien), que les zones humides de la vallée de la Saône évitent une dépense de 30 à 72 MF/an pour traiter les nitrates et les pesticides¹⁰. Pour rester dans le domaine de l'eau, rappelons l'exemple bien connu de Munich, qui distribue une eau non traitée à ses habitants. Au lieu de dépenser beaucoup d'argent pour rendre l'eau potable, la politique retenue a été de maintenir potable l'eau pompée dans une vallée voisine. Des contrats passés avec les agriculteurs, pour éviter l'épandage de tout produit toxique, se révèlent bien plus avantageux : un centime d'€ par m³ distribué, alors qu'en France, la seule dénitrification est estimée à plus de 30 centimes. Si on ajoute les autres services rendus par cette politique de protection de la vallée, aménités, production de qualité, maintien d'une population agricole dynamique, on

(9) Pour une réhabilitation de la nature ordinaire : la notion de services rendus par les écosystèmes. Pages 129-138. In *La Charte de l'Environnement : enjeux scientifiques et juridiques. Actes du colloque du 13 mars 2003*. Publ. MURS et AFAS. 141 p.

(10) Michel Cohen de Lara et Dominique Dron, « Evaluation économique et environnement dans les décisions publiques », rapport au ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement, La Documentation française, 1998.

mesure à quel point le respect de la nature est rentable.

Comme pour l'énergie, la difficulté est donc de prélever intelligemment une partie de la richesse produite par la nature, et même de faire en sorte qu'elle s'accroisse régulièrement, de manière à pouvoir prélever un peu plus sans mettre en péril « la poule aux œufs d'or ». C'est le mode d'appropriation de cette richesse qui doit être examiné de près, en s'appuyant sur la connaissance des milieux et la valorisation de leur potentiel. L'exemple donné par Jean-Claude Lefeuvre des fameux pré salés de la baie du Mont-Saint-Michel est éloquent : les marais mouillés sont bien plus productifs que les prés, mais *à la différence des agriculteurs, des chasseurs, des ornithologues et des protecteurs de la nature qui perçoivent directement, « visuellement » les « services » rendus par les marais salés pâturés, les pêcheurs, les mytiliculteurs, les ostréiculteurs ne peuvent se rendre compte, par manque de connaissances, du fait que le succès de leurs productions, que leurs revenus peuvent en partie être tributaires de ces marais « ordinaires » qui, jusqu'à présent, étaient plus perçus comme une gêne qu'un atout.*

La nature est généreuse, mais sa production obéit à des lois qui traduisent des mécanismes complexes, des interactions. Les lois humaines ignorent souvent celles de la nature, et beaucoup de richesses sont ainsi perdues. La moitié des zones humides de la planète a disparu en 30 ans. Au lieu de se substituer à la nature, en espérant mieux la contrôler, le développement durable promeut le génie écologique, l'innovation fondée sur la recherche du fonctionnement des écosystèmes. Une affaire hautement rentable.

► Condamnés à réussir

Ces cinq pistes de réflexion, remettre l'usage au cœur de l'économie, exploiter la complexité, donner du sens à la performance, développer une culture du risque, et faire travailler la nature, ne sont pas exclusives d'autres recherches. Elles illustrent la capacité du développement durable à provoquer de l'innovation, à explorer des voies négligées voire interdites jusqu'alors. Le développement durable s'est substitué au concept de croissance zéro, dont il est l'héritier. Un héritier indigne, tant il rompt avec la logique de son géniteur. Celui-ci avait mis en évidence des risques, et en avait décrit les mécanismes. La réponse ne peut être dans un arrêt brutal de la croissance, dont les dégâts sociaux seraient énormes, mais une autre manière de définir les formes et les objectifs de ladite croissance. C'est à une mutation de la croissance à laquelle nous sommes condamnés. Le champ est largement ouvert, tout comme le risque est grand de ne pas parvenir à ce nouvel équilibre, notamment par incapacité de s'extraire des anciens modes de pensée. Le développement durable ne peut être décrit sans risque de l'enfermer dans des modèles rigides. C'est une dynamique qui est engagée, portée par l'innovation, encadrée par des garde-fous comme les principes de participation et de précaution. C'est une logique de dépassement des contradictions, souvent apparentes ou dues à une mauvaise approche des problèmes, de dépassement des rivalités entre communautés dont des destins sont liés, de dépassement de l'orgueil de l'Homme, roi de la création, mais qui doit apprendre à ménager son royaume, de dépassement de soi, de ses habitudes, de ses certitudes.

Le développement durable, c'est ouvrir le champ du possible.